



Les collectivités territoriales

1	La réforme territoriale	5
2	Des statuts juridiques très divers	7
2.1	Les collectivités territoriales métropolitaines.....	8
2.1.1	Les communes.....	8
2.1.2	Les départements.....	9
2.1.3	Les régions.....	11
2.1.4	Les collectivités à statut particulier.....	12
2.2	Les outre-mer.....	14
2.2.1	Les départements et régions d'outre-mer : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte.....	14
2.2.2	Les collectivités d'outre-mer.....	16
2.2.3	Un pays d'outre-mer : la Nouvelle-Calédonie.....	17
2.2.4	Les Terres australes et antarctiques françaises.....	17
2.3	Le développement de l'intercommunalité.....	19
2.4	Les métropoles.....	20
2.4.1	Des métropoles de droit commun.....	20
2.4.2	Des métropoles à statut particulier : le Grand Paris, Lyon et Aix-Marseille-Provence.....	21
3	Les compétences des collectivités territoriales	23
3.1	La libre administration.....	23
3.2	Le contrôle de l'État.....	24
3.3	Les compétences communales.....	25
3.4	Les compétences départementales.....	25
3.5	Les compétences régionales.....	26
4	Les finances des collectivités territoriales	27
5	La fonction publique territoriale	29
6	L'action extérieure des collectivités territoriales	30
7	Éléments de comparaisons internationales	32

Constitution du 4 octobre 1958

[Article 1](#)

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. (...) Son organisation est décentralisée.

[Article 72](#)

Les collectivités territoriales de la République sont les communes, les départements, les régions, les collectivités à statut particulier et les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74. (...)



Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2017. - 1096 p. ; 24 cm

Index. [Table des matières](#).

Construit dans une logique pluridisciplinaire, pédagogique et pratique, l'ouvrage analyse les mécanismes de la décentralisation et ses notions fondatrices. Son index thématique et les références bibliographiques permettent d'appréhender les sujets dans leur globalité et de prolonger leur étude.

US 352.14 DIC



Assemblée nationale

Fiche de synthèse n°11 : L'organisation territoriale de la France



Collectivités territoriales : la nouvelle donne. Dossier

in : Cahiers français , n° 391, 2016 mars-avril, p. 1-66

Contient : Editorial : les collectivités territoriales à l'heure des choix/ Benoit Ferrandon. Des lois Defferre à la loi NOTRe, les grandes étapes de la décentralisation/ Michel Verpeaux. Le mille-feuille territorial : une spécificité française ?/ Gérard Marcou. Origines et enjeux de la politique des métropoles/ Nicolas Portier. Les régions dans la réforme territoriale. Des colosses aux pieds d'argile ?/ Romain Pasquier. Quel avenir pour les départements ?/ Marie-Ange Grégory. L'intercommunalité, de l'incitation à la rationalisation/ Rémy Le Saout. Les contraintes budgétaires des collectivités territoriales/ Marie-Christine Steckel-Assouère. Décentralisation : nous sommes loin du compte/ Philippe Estèbe. La démocratie locale à l'épreuve du désenchantement politique/ Pierre Sadran. L'Etat face aux pouvoirs locaux, quel rôle demain ?/ Serge Morvan. La fonction publique territoriale, spécificités et défis à venir/ Valérie Chatel.

Cette bibliographie se propose de définir l'organisation même des collectivités territoriales en déclinant l'articulation des rôles et des compétences. Trois bibliographies peuvent la compléter :

1. Une première bibliographie intitulée « **La décentralisation administrative** » vient la compléter par un historique de la décentralisation, de ses réformes et de ses temps forts.
2. Une deuxième bibliographie relative à l' « **Aménagement du territoire** » est consacrée aux actions menées par les pouvoirs publics pour favoriser le développement des régions sur le territoire national, au niveau de l'économie, des transports, de l'habitat et de la communication.
3. Enfin une dernière bibliographie « **La déconcentration** » fait le point sur l'action de l'Etat sur le territoire.

Portails indispensables

Collectivités locales.gouv.

Direction générale des Finances publiques (DGFiP)

Direction générale des Collectivités locales (DGCL)

Actualités. Cadre constitutionnel. Structures territoriales. Historique de la décentralisation. Dialogue Etat-collectivités territoriales. Démocratie locale. Le contrôle de légalité. Europe et international.

Comptes individuels des collectivités. Dotations versées par l'Etat aux collectivités territoriales. Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Répartition des compétences. Guide du maire.



Sénat - territoires

Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation



Wikiterritorial

Fiches synthétiques. Compétences des collectivités territoriales

Organisation institutionnelle

Ressources des collectivités territoriales

Europe / Coopération internationale

WIKITERRITORIAL

Documentation juridique

Code général des collectivités territoriales – CGCT

Il comprend sept parties : dispositions générales - communes – département – régions - coopération locale – collectivités d'outre-mer – autres collectivités régies par l'article 73 C



Code général des collectivités territoriales 2017 annoté et commenté en ligne

Paris : Dalloz, 2016. - LXXXV-3136 p. ; 19 cm. - (Codes Dalloz) Index.

US 342.09 COD

Accès réservé aux publics de l'Ecole :

DALLOZ

Collectivités locales

Paris : Dalloz, depuis 1988. - 10 vol. ; 29 cm

Publication à feuillets mobiles. Mise à jour permanente

Contient : Vol. 1 : La commune, Vol. 2 : Le département, la région, les collectivités d'outre-mer, les collectivités d'Outre-mer de l'article 74 de la Constitution et la Nouvelle-Calédonie, Vol. 3 : La police municipale, les contrats des collectivités locales, les conventions de délégation de service public, Vol. 4 : Les attributions des collectivités locales, les actes des collectivités locales, Vol. 5 : Les recours contre les actes des collectivités locales, le domaine des collectivités locales, Vol. 6 Urbanisme et environnement, Vol. 7 : Les services publics locaux, le budget et les comptes des collectivités locales, Vol. 8 : Les techniques financières locales, les ressources locales, Vol. 9 : La coopération locale, le personnel des collectivités locales, Vol. 10 : Les élections locales, le statut général des élus locaux, le droit des habitants des collectivités locales, Vol 11 : les élections locales, le statut général des élus locaux, le droit des habitants des collectivités locales.

US 352.14 COL

Accès réservé aux publics de l'Ecole :

DALLOZ



Juris-classeur collectivités territoriales

Paris : Juris-classeur, 1984-... - 9 vol. ; 30 cm. - (Collection des Juris-classeurs)

Publication à feuillets mobiles, à mise à jour régulière

US 352.14 JUR

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Droit et gestion des collectivités territoriales / GIS-GRALÉ-CNRS

Suite de l'Annuaire des collectivités locales, annuel depuis 1981

[Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe](#)

1re partie : Étude thématique

2e partie : Chroniques

Chronique législative, réglementaire et de jurisprudence, Économie et finances locales, La fonction publique territoriale, Innovation et gestion des grands services publics locaux, Les collectivités territoriales et les institutions européennes, Rapports, Études et avis des organismes consultatifs, Chronique bibliographique.

1980-2013 : [Persée](#)

Deux manuels



Auby, Jean-Bernard

Droit des collectivités locales / Jean-Bernard Auby, Jean-François Auby, Rozen Noguellou.
- 6e éd. mise à jour

Paris : PUF, 2015. - 395 p. ; 22 cm. - (Thémis. Droit public)

Bibliogr. dissém. Index.

Le statut de collectivité territoriale, les organes locaux, les compétences locales et les relations juridiques locales sont analysés, proposant la doctrine juridique des collectivités locales et l'histoire de son évolution.

342.09 AUB



Faure, Bertrand

Droit des collectivités territoriales

Paris : Dalloz, 2016. - VI-753 p. ; 21 cm. - (Précis Dalloz. Droit public-science politique)

Bibliogr. dissém. Index.

Panorama complet du cours de droit des collectivités territoriales et de leur évolution (bases fondamentales, organisation des collectivités, compétences, ressources et personnel, contrôles sur les collectivités) avec les derniers développements de l'actualité.

342.09 FAU

1 La réforme territoriale

Gouvernement.fr

→ Réformer l'organisation territoriale. La réforme territoriale



GOUVERNEMENT.fr

[Loi n° 2010-1563](#) du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales

[Loi n° 2014-58](#) du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (Loi MAPTAM)

[Loi n° 2015-29](#) du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral

[Loi n° 2015-991](#) du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe)



Comité pour la réforme des collectivités locales (Comité Balladur)

Il est temps de décider : rapport au président de la République / Comité pour la réforme des collectivités locales présidé Edouard Balladur. - Paris : Fayard : La Documentation française, 2009. - 289 p. ; 22 cm

352.14 ILE

[En ligne](#)



Les enjeux de la réforme territoriale / École nationale d'administration, Centre d'expertise et de recherche administrative (CERA) ; sous la direction de Gérard Marcou.

Strasbourg ; Paris : ENA, 2015. - p. 880-1153 ; 24 x 16 cm. - (Revue française d'administration publique ; 156)

Grandes régions, métropoles, communes nouvelles, reconfiguration de l'Etat territorial : les réformes se succèdent sous contrainte budgétaire. Le système français d'administration territoriale pourrait connaître des changements en profondeur. Mais jusqu'à quel point et dans quel sens ? Cela dépendra beaucoup des stratégies déployées par les différentes catégories d'acteurs. Une analyse attentive de ces réformes montre que, contre toute attente, les conseils départementaux sortent consolidés et que les régions en retirent moins d'atouts qu'escomptés. On peut par ailleurs se demander si la réforme communale sera enfin réalisée par la création des métropoles, les renforcements des intercommunalités et la multiplication des communes nouvelles. Enfin, il convient de s'interroger sur l'incidence de la nouvelle limitation du cumul des mandats sur les élites politiques locales ainsi que sur les ambiguïtés de la répartition des compétences en dépit de la suppression de la clause générale de compétence des départements et des régions.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



352.14 ENJ



Baubonne, Mickaël

La rationalisation de l'organisation territoriale de la République

[Lieu de publication inconnu : éditeur inconnu], 2015. - 491-LXXXIII p. ; 30 cm

Bibliogr.

Th. droit public. Bordeaux. 2015

L'abondance des propositions de redécoupage de la carte des collectivités territoriales témoigne du décalage persistant entre leur taille et leur rôle. Leur territoire ne permet plus à certaines collectivités d'exercer efficacement leurs compétences. La première solution consisterait à redécouper le territoire des collectivités territoriales ; la seconde consisterait à modifier le rôle de chaque niveau de collectivités territoriales. Dans les deux cas, c'est l'organisation territoriale de la République qu'il faudrait réformer. Il appartient alors au juriste de déterminer si le législateur est compétent, à droit constitutionnel constant, pour mener seul ces réformes. Le droit constitutionnel, s'il ne prévoit pas toujours la compétence de l'État pour réformer l'organisation territoriale de la République, ne s'oppose pas à ce que l'État engage seul de telles réformes.

[En ligne](#)

352.14 BAU



Bujadoux de, Jean-Félix
Les réformes territoriales

Paris : PUF, 2015. - 128 p. ; 18 cm. - (Que sais-je ?, 0768-0066)

[Sommaire](#)

Au moment où la réforme territoriale de 2015 a modifié en profondeur la carte des régions, il importe de remettre en perspective plusieurs siècles de réformes territoriales, qui ont contribué à dessiner le visage de la France.

352.14 BUJ



Boeuf, Jean-Luc

La France et ses territoires, 150 ans d'histoire : guide

Paris : Nathan, 2017. - 175 p. ; 23 x 16 cm

1865-1895 - La conquête des libertés communales

1896-1945 - Réflexions et revendications territoriales

1946-1981 - L'émancipation progressive

1982 à nos jours - L'exercice des libertés locale

Index.

352.140 BOE



Landot, Eric

Loi NOTRe : le big bang des collectivités : kit de survie juridique et technique

Voiron : Territorial éditions, 2015. - 230 p. : illustrations en noir et blanc, cartes ; 30 x 21 cm. - (Dossier d'experts ; 797)

Un décryptage de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et des outils pour permettre aux acteurs des collectivités locales d'anticiper et de maîtriser les bouleversements qu'elle engendre dans les compétences des différentes collectivités territoriales.

352.14 LAN

[article] La loi NOTRe : un vrai big bang territorial ? : [dossier]

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) , n° 34, 2015, 19 octobre, p. 1897-1925

Contient : Le leadership régional, nouvelle orientation du droit des collectivités territoriales ?/ Bertrand Faure. Des intercommunalités renforcées/ Jean-François Lachaume. Le département après la loi NOTRe, un acte de décès non transformé/ Martine Long. L'accompagnement financier de la réforme territoriale/ Antoinette Hastings-Marchadier.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Luchaire, Yves

Réforme territoriale : des métropoles aux grandes régions

Paris : Economica, 2016. - 122 p. ; 24 x 16 cm

Analyse la genèse de la réforme territoriale française depuis 2010 : mise en place des nouvelles structures (métropole, pôle métropolitain, pôle d'équilibre territorial et rural), réorganisation des compétences et des services, essor des nouvelles régions, perte de vitesse du département et renforcement de l'intercommunalité.

352.14 LUC



La recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles / sous la direction de Marie-Christine Steckel-Assouère ; préface de Jean-Marie Pontier

Paris : L'Harmattan, 2016. - 303 p. ; 24 x 16 cm. - (Grales)

Notes bibliogr. dissém.

Une analyse critique des réformes en matière de recomposition territoriale sous la Ve République. Les auteurs examinent notamment la destinée des départements, l'intérêt des métropoles, les schémas départementaux de coopération intercommunale, l'enjeu des communes nouvelles, la nouvelle répartition des compétences, sans oublier la démocratie locale et l'Outre-mer.

352.14 REC

[article] Territoire(s) : la réforme permanente ? Dossier

in : Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger, n° 5, 2015, Septembre-Octobre, p. 1173-1254

Contient : L'épisode constitutionnel de la réforme des collectivités territoriales (2014-2015)/ Bertrand Faure. L'intercommunalité sous les feux de la rampe / Nicolas Kada. Etat & territoire(s) en Italie. A propos d'un Etat régional à la recherche de son identité constitutionnelle / Franck Lafaille. Territoires, collectivités et Union Européenne / Henri Oberdorff. Le département peut-il encore rêver d'avenir ? Hélène Pauliat et Clotilde Deffigier. La redéfinition des compétences : à la recherche de la cohérence / Jean-Marie Pontier.

Verpeaux, Michel

[article] La loi NOTRe dans son contexte

in : Revue française de droit administratif (RFDA), n° 4, 2016, juillet-août, p. 645-677

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



2 Des statuts juridiques très divers

Les dispositions du [titre XII](#) de la Constitution (article 72 et s.), intitulé *Des collectivités territoriales*, prévoient l'existence de plusieurs catégories de collectivités soumises à des statuts différents.

Doat, Mathieu

Recherche sur la notion de collectivité locale en droit administratif français

Paris : LGDJ, 2003. - 317 p. ; 24 cm. - (Bibliothèque de droit public ; 230)

Bibliogr.

Les collectivités locales ont une étrange destinée. Devenues depuis les années quatre-vingt une des institutions majeures dans notre vie quotidienne, elles tendent à se fondre de plus en plus dans l'organisation administrative de l'État. Il semble paradoxalement que c'est au moment où s'élabore un droit des collectivités locales, que l'on renforce leur statut constitutionnel, que ces institutions paraissent vouées à disparaître. En effet, lorsque le juriste tente d'identifier juridiquement les collectivités locales, les caractères et propriétés de cette institution, il ne rencontre qu'une masse de règles enchevêtrées qui ont pour objet le local.

352.14 DOA



Gorge, Anne-Sophie

Le principe d'égalité entre les collectivités territoriales

Paris : Dalloz, 2011. - 692 p. ; 24 x 17 cm. - (Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle, 1773-8725)

Coll. principale : Thèmes et commentaires, ISSN 1255-1155

Bibliogr. p. 563-679. Index.

Les collectivités territoriales sont bien séparées mais égales, le principe d'égalité désignant un droit fondamental de la collectivité territoriale opposable aux pouvoirs publics et susceptible d'être mis en œuvre par un juge.

352.14 GOR



2.1 Les collectivités territoriales métropolitaines

Elles sont régies par l'[article 72](#) de la Constitution

2.1.1 Les communes

« Les communes constituent le premier niveau d'administration publique et le premier échelon de proximité. Les communes et leurs groupements ont vocation à assurer, à égalité de droits avec la région et le département, les responsabilités qui sont exercées localement... »

Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. [Article 145](#).



Aubelle, Vincent

La commune nouvelle : à jour au 20 mai 2015

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2015. - 241 p. : illustrations en noir et en couleur ; 24 x 16 cm. - (Les indispensables, 1637-2255)

Index.

Présentation du processus de création d'une commune nouvelle, et des règles juridiques et financières encadrant ce type de regroupement de communes

352.16 AUB



La commune, entre narcissisme prédateur et principe de réalité

in : Les tabous de la décentralisation / sous la dir. de Nicolas Kada

Paris : Berger-Levrault, 2015. - P. 245-262

352.283 TAB



Les communes et le pouvoir : histoire politique des communes françaises de 1789 à nos jours / édité sous la direction de Louis Fougère, Jean-Pierre Machelon, François Monnier

Paris : PUF, 2002. - 661 p. ; 24 cm

Notes bibliogr. Index.

352.16 COM



Les communes nouvelles, histoire d'une révolution silencieuse : raisons et conditions d'une réussite : rapport d'information / par Christian Manable et Françoise Gatel ; au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Paris : Sénat, 2016. - 78 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 563)

[En ligne](#)

352.14 COM



Lacaïle, Philippe

L'élu municipal : statut de l'élu et fonctionnement du conseil municipal

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2017. - 236 p. ; 21 cm. - (Les indispensables)

Guide répondant aux questions fondamentales sur la municipalité, le mode d'élection, la distribution des pouvoirs entre le maire et son conseil, la prise de décision, les indemnités et autres avantages, etc. Il comprend les dernières modifications législatives et les avancées de la jurisprudence.

342.09 LAC



Lachaume, Jean-François

La commune

Paris : LGDJ, 2007. - VII-115 p. ; 18 x 12 cm. - (Politiques locales, 1275-1626)

Présentation de la commune dans l'ensemble de l'administration française et de ses domaines d'intervention, ses organes de gestion, les moyens de toute nature dont elle dispose, les contrôles auxquels elle est soumise.

352.16 LAC



Roussillon, Henry

Les structures territoriales des communes : réformes et perspectives d'avenir

Paris : LGDJ, 1972. - 491 p. ; 24 cm. - (Bibliothèque de science administrative ; 7)

Thèse souvent citée dans les études postérieures.

336.014 ROU



Verpeaux, Michel

Les communes nouvelles

Paris : Lexis Nexis, 2016. - IX-131 p. ; 21 x 15 cm. - (Actualité, 1629-4734)

Bibliogr. p. 123. Index.

Destiné aux décideurs publics locaux, cet ouvrage précise les modalités de création des communes nouvelles et leurs règles de fonctionnement. Il fournit des informations concernant leurs aspects juridiques, financiers et administratifs avec des conseils pratiques pour la mise en œuvre du droit en vigueur et des tableaux synthétiques.

352.16 VER

Territoires Conseils

→ Créer une commune nouvelle

AMF – Association des maires de France et présidents d'Intercommunalité

→ Le statut de l'élu(e) local(e) (mise à jour janvier 2017). - 77 p.



2.1.2 Les départements

Le département est une circonscription administrative déconcentrée de l'État, créée à la Révolution, avec le préfet comme autorité responsable, et une collectivité territoriale de la République gérée par un conseil départemental. La France compte 101 départements dont 96 en métropole.



Grégory, Marie-Ange

Les départements, une controverse française

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2017. - 382 p. ; 24 cm. - (Au fil du débat, 2417-1689)

Bibliogr. p. 371-376

Basé sur une approche socio-historique, cet ouvrage de réflexion met en perspective les fondements des débats actuels autour de la réforme territoriale et plus particulièrement de la place du département. Il met ainsi en avant la structuration d'une cause départementaliste qui est, aujourd'hui, bien installée. Si la question de la disparition de l'échelon départemental, afin de simplifier le millefeuille territorial, composé par les collectivités locales françaises, revient souvent dans les débats autour de la décentralisation, celle suppression n'a jamais eu lieu. Cela soulève donc de nombreuses questions auxquelles cet ouvrage tente de répondre. Les départements, une controverse française apporte les clés pour comprendre les enjeux cachés derrière cette controverse. Il permet donc de développer ses connaissances sur les départements et les conseils départementaux ainsi que sur l'histoire de la décentralisation et le lobbying des élus locaux.

352.15 GRE



Le canton : un territoire du quotidien ? : actes du colloque organisé à l'université de Rennes 2 Haute Bretagne, 21-23 septembre 2006 / sous la direction de Yann Lagadec, Jean Le Bihan et Jean-François Tanguy

Rennes : PUR, 2009. - 389 p. : illustrations en noir et blanc, cartes ; 25 x 16 cm. - (Histoire, 1255-2364)

Bibliogr. p. 375-383

Approche pluridisciplinaire des processus d'élaboration des identités propres à l'espace circonscriptif. Des historiens, géographes, juristes, politologues et des hommes politiques locaux analysent comment les données administratives deviennent une composante de la vie quotidienne des habitants.

352.14 CAN



Le Département : hier, aujourd'hui, demain : colloque des 24, 25 et 26 septembre 1991 organisé par le Musée de la Révolution française à Vizille et l'Université Pierre Mendès France, Grenoble III / Textes réunis par Gérard Chianéa, Robert Chagny, Jean-William Dereymez

Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 1994. - 575 p. ; 24 cm

352.15 DEP

Goutal, Yvon. Idrissi, Mounia.

Le département : un avenir à réinventer ?

in : AJCT - Actualité juridique collectivités territoriales, n° 9, Septembre 2014, p. 411-433

Malgré les nuages qui s'amoncellent, les départements ne doivent pas se résigner : leur avenir n'est peut-être pas si sombre...

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Long, Martine

Le département après la loi NOTRe, un acte de décès non transformé.

in : AJDA - Actualité juridique droit administratif, n° 34, 19 octobre 2015, p. 1912-1916

La réforme territoriale, telle qu'annoncée au départ par l'exécutif, semblait devoir sonner le glas du département. Et puis, la résistance du Sénat, le lobbying de l'Assemblée des départements de France, la ferme prise de position du Parti radical de gauche et... le peu d'enthousiasme des autres collectivités pour récupérer ses compétences sociales ont amené son maintien. Il n'en reste pas moins que le grand miraculé de cette réforme en sort affaibli, recentré sur des compétences sociales que les métropoles pourront parfois lui disputer. Son avenir apparaît donc incertain.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Loeiz, Laurent

La fin des départements : le recours aux pays

Rennes : PUR, 2002. - 151 p. ; 24 cm. - (Espace et territoires)

711.4 LOI

Maligner, Bernard

Le conseil général est mort... Vive le conseil départemental

in : AJDA - Actualité juridique droit administratif, n° 5, 10 février 2014, p. 274-284

Les réformes concernant les élections départementales portent à la fois sur l'élection des conseillers départementaux, avec l'instauration du système innovant du binôme, et sur celle des membres de l'exécutif départemental.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Roncayolo, Marcel

Le département

in : Les lieux de mémoire. La nation - Paris : Gallimard, 1997. - P. 2937-2974

US 944 LIE (2)

Assemblée des Départements de France (ADF)

→ Fonctionnement des Départements



2.1.3 Les régions

La région est la collectivité territoriale la plus récente créée par la loi du 2 mars 1982. La loi du 16 janvier 2015 a réduit à compter du 1er janvier 2016 leur nombre en métropole de vingt-deux à douze.



Assemblée des communautés de France

Les nouvelles régions et leurs territoires : repères pour l'action économique : 14 synthèses régionales pour nourrir les débats région-communauté.

Paris : AdCF, 2016. - 147 p. : ill. en coul., cartes ; 30 cm.

Afin d'éclairer les débats de l'automne sur les enjeux du développement économique régional, la nécessaire territorialisation des stratégies et la réorganisation des outils d'appui, l'AdCF a dressé des "portraits régionaux". Ce document est composé de 13 fiches sur les régions métropolitaines et d'une fiche relative aux régions ultra-marines. Chaque fiche présente un certain nombre d'indicateurs sur l'économie régionale dans son ensemble mais également une analyse des différences de dynamique entre zones d'emploi.

[En ligne](#)



Institut national de la statistique et des études économiques

La France et ses territoires

Edition 2015. - Paris : INSEE, 2015. - 169 p. ; 24 cm. - (INSEE références)

Comporte un glossaire détaillé de définitions utilisées (p. 157-169).

Pour comprendre, analyser et situer les régions françaises entre elles et dans leur contexte européen, avec de nombreuses définitions, des tableaux d'ensemble et des cartes illustrées. Comprend toute une partie intitulée "panorama des nouvelles régions françaises" avec des cartes et des données chiffrées présentant la nouvelle configuration.

[En ligne](#)



Pasquier, Romain

Le pouvoir régional : mobilisations, décentralisation et gouvernance en France

Paris : Presses de Sciences-Po, 2012. - 379 p. ; 19 x 13 cm. - (Collection académique, 1771-673X.

Gouvernances)

Bibliogr. p. 342-373. Index.

Les processus de décentralisation, de dévolution, de fédéralisation se poursuivent un peu partout en Europe. Ce panorama des différents mécanismes d'institutionnalisation de l'espace régional en France depuis la fin du XIXe siècle offre une perspective inédite sur la situation actuelle du pays, un pays composite où les acteurs territoriaux jouent un rôle croissant dans la régulation publique.

352.14 PAS

Les régions dans la réforme territoriale : vers un fédéralisme à la française ?

in : AJCT - Actualité juridique collectivités territoriales, n° 3, 11 mars 2016, p. 71-76

Après trente ans de décentralisation, la capacité d'action des régions françaises est indiscutablement montée en puissance.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Perrin, Bernard

[article] Réforme des collectivités territoriales : le sacre de la région.

in : La Revue administrative, n° 401, 2014, septembre-octobre, p. 504-516

Le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République qui constitue le deuxième volet de la réforme engagée dans le cadre de la présente législature renforce à tel point les régions, accessoirement les métropoles et les intercommunalités, que le département va se trouver rapetissé avant même de disparaître. Il n'y aura plus grand-chose à préserver dans les conseils généraux, la manœuvre d'encercllement ayant eu raison des dernières résistances organisées autour de quelques compétences résiduelles.



Les politiques régionales en France / sous la direction de Sylvain Barone

Paris : La Découverte, 2011. - 324 p. ; 24 x 16 cm. - (Recherches. Territoires du politique)

Bibliogr. p. 301-324

Bilan des politiques régionales en France à l'heure où après 30 années de décentralisation, se profile une nouvelle réforme. Retracer l'évolution du rôle des collectivités dans le champ de l'action publique, l'influence du politique dans la prise de décision, leur importance acquise au fil des années au point de déborder les marges de leurs compétences locales.

352.14 POL



Piercy, Philippe

La France : le fait régional

5^{ème} éd. revue et augmentée. - Paris : Hachette Education, 2014. - 287 p. : illustrations en noir et blanc, cartes ; 21 x 15 cm. - (Carré géographie, 1258-2026 ; 3)

Bibliogr. p. 278-282

Les fondements d'une division régionale de l'espace français. Les grands ensembles régionaux. Les régions vues d'Europe, l'Europe vue des régions.

352.14 PIE

ARF - Régions de France

→ La région, comment ça marche ?



2.1.4 Les collectivités à statut particulier

2.1.4.1 Paris-Lyon-Marseille

La loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon, dite « loi PML » organise notamment la division en vingt, seize et neuf arrondissements municipaux. A Paris et Lyon, chaque arrondissement dispose d'un conseil d'arrondissement, tandis qu'à Marseille deux arrondissements (depuis la loi n° 87-509 du 9 juillet 1987) forment un secteur, doté d'une mairie de secteur.

Ville de Paris

Création de la collectivité à statut particulier de la Ville de Paris à compter du 1^{er} janvier 2019. [Chapitre 1^{er}](#) de la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain

Le statut de Paris après la loi du 28 février 2017 : dossier

in : AJDA 22/05/2017, p. 1032-1058

De quoi la loi du 28 février 2017 relative au statut de Paris est-elle le nom ?

La ville de Paris, une nouvelle collectivité à statut particulier

La réforme - très limitée - des arrondissements parisiens

La nouvelle répartition des compétences entre la préfecture de police et la mairie de Paris

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Paris

→ les Missions d'information et d'évaluation (MIE)



Lyon

Voir infra [2.4.2](#)

Marseille

Ville de Marseille



2.1.4.2 La Corse

La Corse est une collectivité territoriale dotée d'un statut particulier par la loi n° 91-428 du 13 mai 1991. Elle constituera une collectivité unique en lieu et place de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse-du-Sud et de Haute-Corse, le 1er janvier 2018 (Loi NOTRe)

Taillefait, Antony

La Corse.

in : JurisClasseur Collectivités territoriales, fascicule 455, 2015.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



[article] La Corse : dossier

in : Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration, n° 321, 2012, avril, p. 5-26

Contient : La Corse française / Serge Salon, Jean-Charles Savignac. L'accord de Matignon sur la Corse / Alain Christnacht. Le statut de la collectivité territoriale de Corse / Paul Glacobbi. La collectivité territoriale de Corse / Thierry Gamba-Martini. De l'Etat, de la Corse et de quelques difficultés de compréhension... / Pierre Chaubon. Aménagement et protection du littoral corse : la carte, le territoire et la possibilité d'un urbanisme insulaire / Rémi Decout-Paolini. Quel avenir institutionnel pour la Corse ? / Bruno Malhey.

Après un rappel de l'histoire de la Corse, ce dossier retrace le déroulement de l'accord de Matignon du 20 juillet 2000 qui a débouché sur la loi du 22 janvier 2002 relative à la Corse instaurant de nombreux transferts de compétences. Il présente ensuite l'évolution du statut de la collectivité territoriale de Corse qui constitue un niveau intermédiaire entre la conception française de la décentralisation et le droit commun des collectivités locales dans l'Union européenne. Puis il aborde les compétences et les pouvoirs de cette collectivité en s'attachant en particulier à l'originalité de l'administration territoriale. Enfin, il s'interroge sur la possibilité d'un urbanisme insulaire et se risque à réfléchir à des évolutions institutionnelles de la Corse.

Dyens, Samuel

La collectivité de Corse, « simple » statut particulier ou préfiguration d'une nouvelle organisation territoriale ?

in : AJCT - Actualité juridique collectivités territoriales, n° 5, 12 mai 2016, p. 258-262

A côté de l'explication traditionnelle liée à la spécificité insulaire, justifiant un statut particulier, dérogeant à l'organisation et au droit communs, il est possible de légitimement s'interroger sur le point de savoir si l'on peut déceler, dans le nouveau statut de la collectivité de Corse, les indices d'une expérimentation statutaire qui pourrait être modélisée en organisation de principe.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Douence, Maylis

La Corse

in : Revue française de droit administratif (RFDA), n° 4, 2016, juillet-août, p. 645-654

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) prévoit la naissance en 2018 d'une collectivité unique se substituant sous la dénomination de « collectivité de Corse » aux deux départements corses, nés en 1975, et à l'ancienne « collectivité territoriale de Corse », collectivité à statut particulier depuis 1991.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Collectivité Territoriale de Corse



2.1.4.3 L'Alsace-Lorraine

Woehrling, Jean-Marie

Alsace-Moselle . – Droit communal local. – Questions générales : historique, organes de la commune, contrôle

in : JurisClasseur Collectivités territoriales, fascicule 60, 2011.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Institut du Droit Local alsacien-mosellan (IDL)



2.2 Les outre-mer

Outre-Mer . – Droit commun

in : JurisClasseur Collectivités territoriales, fascicule 456, 2012.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



[article] Réforme des statuts de l'Outre-mer : dossier

in : Revue française de droit administratif (RFDA) , n° 4, 2007, juillet-août, p. 655-695

Contient : Vitalité et innovation du droit de l'outre-mer / Laurent Tesoka. Les petits territoires de la France lointaine : Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et Antarctiques / Jean-Marie Pontier. Les transformations du pouvoir normatif des collectivités territoriales d'outre-mer par la loi organique du 21 février 2007 / Laurent Tesoka. La révision constitutionnelle du 24 février 2007 sur le corps électoral de Nouvelle-Calédonie / Jean-Yves Faberon. La création de deux nouvelles collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution : Saint-Barthélemy et Saint-Martin / Stéphane Diémert. Le statut des Terres australes et antarctiques françaises à la lumière de l'article additionnel 72-3 de la Constitution / André Oraison.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Ministère des Outre-mer

→ [Pôle documentation](#)



Ministère des Outre-Mer

2.2.1 Les départements et régions d'outre-mer : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte

Ces collectivités territoriales régies par l'[Article 73](#), l'identité législative avec la métropole s'applique.

La Guadeloupe et la Martinique sont à la fois DOM et ROM.

La Guyane et la Réunion sont des ROM.

Mayotte est un DOM.

Auby, Jean-François

Départements et régions d'outre-mer

in : JurisClasseur Collectivités territoriales, fascicule 458, 2013.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Durand, Guy

Mayotte, l'autre île singulière. Une singularité oubliée par la loi NOTRe ?

in : AJCT - Actualité juridique collectivités territoriales, n° 2, 15 février 2016, p. 84-88

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ne modifie pas directement le statut institutionnel des collectivités territoriales de Mayotte mais elle les concerne très fortement, souvent en oubliant leurs particularités.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



L'influence des régimes juridiques des collectivités territoriales d'outre-mer sur l'évolution de l'Etat français : actes du colloque organisé les 3 & 4 novembre 2011 / par le CERAL de l'Université Paris 13 et le CRPLC de l'Université des Antilles et de la Guyane ; J. Caillosse, P.-Y. Chicot, N. Clinchamps et al. ; sous la direction de Pierre-Yves Chicot, Robert Etien, Pierre Teisserenc

Paris : Cujas, 2013. - 269 p. ; 24 cm

Bibliogr. dissém.

Ces contributions sont consacrées aux récentes réformes constitutionnelles modifiant le statut des collectivités d'outre-mer. Les intervenants s'interrogent sur la possibilité de considérer ces réformes, dans le cadre d'un débat sur la décentralisation, comme des expérimentations à même de stimuler et d'alimenter une réflexion générale sur les rapports entre Etat et collectivités territoriales.

342.09 INF

Justin, Daniel

Guyane et Martinique : enjeux et défis de la collectivité unique

in : Informations sociales, 2014/6, n° 186, p. 98-107

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Les Outre-mer à l'épreuve du changement : réalité et perspectives des réformes territoriales / coordonné par Justin Daniel ; préface de Jean-Claude Fortier ; postface de Fred Constant

Paris : L'Harmattan, 2011. - 324 p. ; 24 x 16 cm. - (Grale)

Issu d'un colloque qui s'est tenu au Palais du Luxembourg le 9 février 2011.

Notes bibliogr.

L'entrée en vigueur de la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République a contribué à remodeler le paysage institutionnel de la France d'Outre-mer. Les nouvelles politiques institutionnelles qui en découlent, observées ici, combinent des réponses s'ajustant aux spécificités des territoires tout en s'inscrivant dans le cadre des réformes nationales.

352.14 OUT



Magras, Michel

Différenciation territoriale et outre-mer

in : Réforme territoriale et différenciation(s) : 7e édition du Rendez-vous du local [Sénat, 19 juin 2015] / sous la direction de Jean-Bernard Auby et Olivier Renaudie

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2016, p. 101-109

352.14 REF



Thiellay, Jean-Philippe

Le droit des outre-mers

Paris : Dalloz, 2011. - 166 p. ; 17 cm. - (Connaissance du droit)

Bibliogr. dissém. Index.

Présentation du cadre institutionnel des outre-mers français et des collectivités locales d'outre-mer issu des révisions de 2003 et 2007 et des lois statutaires votées jusqu'à l'été 2011.

352.14 THI

2.2.2 Les collectivités d'outre-mer

Collectivités régies par [l'article 74](#) de la Constitution.

Saint-Pierre-et-Miquelon, les îles Wallis et Futuna, la Polynésie française, Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Béringer, Hugues

Collectivités d'outre-mer

in : JurisClasseur Collectivités territoriales, fascicule 460 et suivants

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Perrot, Danielle

[article] Saint-Martin, collectivité d'outre-mer face à ses obligations de région ultrapériphérique

in : Revue de l'Union européenne, n° 589, juin 2015, p. 344-352

Devenue COM en 2007, l'île partagée avec les Pays-Bas elle demeure cependant une région ultrapériphérique au sens du traité de Lisbonne.

Keller, Rémi

[article] Le recours juridictionnel spécifique contre la "loi du pays" de Polynésie française : un contentieux original et complexe à l'image du statut de cette collectivité

in : Revue française de droit administratif (RFDA), n° 5, 2010, septembre-octobre, p. 949-957

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Moyrand, Alain

[article] Les lois du pays en Polynésie française : bilan d'un quinquennat / Alain Moyrand

in : Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger, 2009, novembre-décembre, n° 6, p. 1577-1597

Cet article présente et analyse le régime juridique et juridictionnel de la loi du pays, et essaye de voir en quoi ce nouveau pouvoir normatif exercé en la forme de la loi du pays consacre un pouvoir quasi-législatif à la Polynésie française.



Moyrand, Alain

Droit institutionnel de la Polynésie française

Paris : L'Harmattan, 2007. - 374 p. ; 24 cm. - (Portes océanes)

Résumé : Présentation des institutions et du droit de la Polynésie française, collectivité d'outre-mer désormais dotée de l'autonomie.

919.62 MOY

Collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon

→ Le cadre institutionnel de Saint-Pierre et Miquelon



Haut-Commissariat de la République en Polynésie française

→ [Polynésie. Répartition des compétences](#)

→ [Historique - Institutions de la Polynésie française](#)



Wallis et Futuna

→ [Législation et réglementations relatives aux institutions du territoire](#)

→ [Les services de l'Assemblée Territoriale](#)



2.2.3 Un pays d'outre-mer : la Nouvelle-Calédonie

La Nouvelle Calédonie n'est pas une collectivité territoriale. Le [titre XIII](#) de la Constitution lui est spécifiquement consacré.

Son statut particulier lui permet d'adopter des « lois de pays », elle est administrée par un Congrès et un exécutif collégial. Un référendum doit être organisé au plus tard en 2018.



Ouvrir un nouveau cycle pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie : rapport d'information sur la mission effectuée en Nouvelle-Calédonie du 2 au 8 septembre 2013 / par Jean-Jacques Urvoas, Dominique Bussereau et René Dosière ; par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Paris : Assemblée nationale, 2013. - 83p. ; 24 cm.. - (Rapport d'information AN ; 1411 . Les documents d'information DIAN ; 95/2013)

[Document en ligne](#)

919.597 OUV



La Nouvelle-Calédonie face à son destin : quel bilan à la veille de la consultation sur la pleine souveraineté ? / édition Séverine Bouard, Jean-Michel Sourisseau, Vincent Geronimi et al. ; publ. Institut agronomique néo-calédonien ; Gemdev

Paris : Karthala, 2016. - 1 vol. (524 p.) : illustrations en noir et en couleur ; 24 x 16 cm. - (Hommes et sociétés, 0290-6600)

Alors que les Néo-Calédoniens vont se prononcer sur l'accord de Nouméa, qui prévoit une plus grande souveraineté de l'archipel, ces contributions font le point sur sa situation économique et sociale, sur ses atouts et ses options stratégiques pour affronter la mondialisation et ses nouvelles formes

919.597 NOU



15 ans de lois du pays en Nouvelle-Calédonie : sur les chemins de la maturité

Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2016. - 329 p. ; 25 cm. - (Droit d'outre-mer, 2257-4255)

Analyse de la pratique législative de Nouvelle-Calédonie depuis 1999. Point sur les normes législatives locales : les lois du pays, nées de la constitutionnalisation de l'accord politique signé à Nouméa le 5 mai 1998 au titre XIII de la Constitution

919.597 QUI



Réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie : rapport au Premier ministre / Jean Courtial, Ferdinand Mélin-Soucramanien

Paris : La Documentation française, 2014. - 85 p. ; 16 x 24 cm. - (Collection des rapports officiels, 0981-3764)

Suite à l'accord de Nouméa, signé le 5 mai 1998, ce rapport de la mission de réflexion fait état de l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie présenté au comité des signataires du 11 octobre 2013. Quatre hypothèses majeures sont présentées, qui vont de l'indépendance pure à la consolidation du statut transitoire actuel.

[En ligne](#)

919.597 REF

Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

→ [Un peu d'histoire](#). Préambule de l'accord de Nouméa. Accord de Nouméa du 5 mai 1998 (Document d'orientation). Loi n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie. Loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie

→ [Les lois du pays et délibérations](#)



2.2.4 Les Terres australes et antarctiques françaises

Les Terres australes et antarctiques françaises ont la particularité de ne pas avoir de population permanente et, par conséquent, n'ont ni électeurs, ni élus, ni assemblée délibérante locale. Elle constitue une collectivité territoriale ultra-marine dotée de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière mentionné à [l'article 72-3](#) de la Constitution.

Aumond, Florian

Un coimpérium soumis à un régime de cogestion : l'île de Tromelin

in : Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger, 2015, n° 4, p. 1069-1105

Eveillard, Gweltaz

Le statut des Terres australes et antarctiques françaises après la loi du 21 février 2007

in : Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger, 2008, n° 1, p. 103-138



Terres australes et antarctiques françaises

Rapport d'activités 2016 de la collectivité des Terres australes et antarctiques françaises

Saint-Pierre (Réunion) : TAAF, 2017. - 50p. : ill. ; 21 cm
998

Terres australes et antarctiques françaises

→ Présentation générale des TAAF



2.3 Le développement de l'intercommunalité

Histoire de la coopération intercommunale

[En ligne](#)

Debouy, Christian

Coopération intercommunale . – Introduction. Généralités

in : JurisClasseur Collectivités territoriales, Fasc. 205, 2014

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Bazoche, Maud

De la commune à l'intercommunalité en France métropolitaine : l'état des lieux : printemps 2013

Paris : L'Harmattan, 2013. - 203 p. ; 22 cm

Résumé : En février 2013, l'OCDE, dans ses recommandations pour l'économie française, prône une simplification de la structure des administrations infranationales en fusionnant les plus petites des communes et les départements. Des rapports précédents étaient arrivés aux mêmes conclusions, la supracommunauté s'est développée mais sans parvenir à réformer la commune instaurée par la Constituante de 1789.

352.19 BAZ



Bourjolle, Maurice

L'intercommunalité, réflexion autour d'un mythe

in : Etudes offertes à Jean-Marie Auby.

Paris : Dalloz, 1992. – P. 380-401

340.1 ETU

Contenu et mise en œuvre des Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale (SDCI). Synthèse

in : Gazette des communes, cahier détaché, 25 juin 2012. – 24 p.

[En ligne](#)



La France intercommunale : regards sur la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 / sous la direction de Pierre-Yves Monjal et Vincent Aubelle

Paris : L'Harmattan, 2013. - 401 p. ; 24 x 16 cm. - (Grale)

Résumé : Réunit 22 contributions examinant si le mode intercommunal ou communautaire ne constitue pas un procédé subtil de réforme irréversible de la décentralisation telle que la France l'a conçue et pratiquée jusqu'alors. 3 angles d'analyses ont été privilégiés : la communautarisation, la gouvernance et la métropolisation des territoires.

352.19 FRA



Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité : actes du colloque international / organisé les 30 et 31 mai 2013 à l'Université de Lorraine par le GRALE-CNRS, l'IRENEE et l'AdCF

Paris : L'Harmattan, 2014. - 477 p. ; 24 x 16 cm

Bibliogr. dissém. Index.

Résumé : Des juristes, historiens, sociologues, gestionnaires, urbanistes, géographes et financiers dressent un panorama des innovations, réformes et bouleversements qui touchent l'intercommunalité en France, en Europe et aux Etats-Unis. Cette étude comparative permet de réfléchir à une rationalisation de la carte territoriale et à des perspectives d'évolution ou d'adaptation.

352.14 REG

Ribot, Catherine

[article] L'intercommunalité ou la libre administration sous contrainte

in : Revue Le Lamy Collectivités territoriales, N° 91, 1er juin 2013

Dans trois décisions du 26 avril 2013, le Conseil constitutionnel se prononce sur le point de savoir si des contraintes institutionnelles imposées à des communes en matière d'intercommunalité constituent une atteinte au principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales, tel qu'énoncé par l'article 72 de la Constitution.

Ces trois décisions démontrent que, progressivement, s'est imposée une approche fonctionnelle de l'administration locale, dégagée des grilles institutionnelles et des blocages juridiques.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Assemblée des communautés et des métropoles de France (AdCF)

→ [intercommunalité \(Formes\)](#)

BANATIC – Base nationale sur l'intercommunalité



2.4 Les métropoles

[Article 43](#) de la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

« La métropole est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave au sein d'un espace de solidarité pour élaborer et conduire ensemble un projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de leur territoire afin d'en améliorer la cohésion et la compétitivité et de concourir à un développement durable et solidaire du territoire régional. Elle valorise les fonctions économiques métropolitaines, ses réseaux de transport et ses ressources universitaires, de recherche et d'innovation, dans un esprit de coopération régionale et interrégionale et avec le souci d'un développement territorial équilibré. »

2.4.1 Des métropoles de droit commun

Pontier, Jean-Marie

Métropoles de droit commun

in : JurisClasseur Collectivités territoriales, Fasc. 149, 2016.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Ferreira, Nelly

Différenciation territoriale et métropoles

in : Réforme territoriale et différenciation(s) : 7e édition du Rendez-vous du local [Sénat, 19 juin 2015]

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2016, p. 111-126

352.14 REF

Marcovici, Emilie

De la métropole de 2010 aux métropoles de 2014. La difficile définition du rôle et du statut des grandes aires urbaines

in : AJDA 03/03/2014, p. 435-444

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Métropoles en chantiers / sous la direction de David Le Bras, Natacha Seigneuret, Magali Talandier

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2016. - 282 p. ; 24 x 16 cm. - (Au fil du débat, 2417-1689)

Bibliogr. dissém.

L'ouvrage présente en particulier les dynamiques institutionnelles de Marseille, du Grand Paris ou encore de la communauté de communes de la métropole lilloise. Il propose aussi de suivre les métropoles Nantes/Saint-Nazaire et Lyon ou encore de Genève pour ce qui est hors de France.

307.76 MET

2.4.2 Des métropoles à statut particulier : le Grand Paris, Lyon et Aix-Marseille-Provence

Janicot, Laetitia

Les métropoles à statut particulier : le Grand Paris, Lyon et Aix-Marseille-Provence

in : AJDA 24/03/2014, p. 613-618

Accès réservé aux publics de l'Ecole :

DA|LOZ

Métropole du Grand Paris

EPCI à fiscalité propre à statut particulier [article L5219-1](#) du CGCT



Chauvel, Jeanne

La question du Grand Paris (2001-2012) / Jeanne Chauvel

[Lieu de publication inconnu] : [éditeur inconnu], 2015

Bibliogr. p. 405-434

Le Grand Paris est une utopie en 2001, utopie qui va jouer un rôle moteur dans le changement de l'ordre institutionnel francilien de l'aménagement du territoire dans la décennie (2001-2012). Cette idée se manifeste dans trois processus menés conjointement : 1. une politique de coopération entre élus locaux mise en place par la Ville de Paris dès 2001 ; 2. un projet d'aménagement du territoire dès 2004 avec la révision du schéma directeur d'Ile-de-France, et dès 2008 avec un projet gouvernemental d'aménagement ; 3. un projet de réforme institutionnelle de changement d'échelle avec la création d'un gouvernement métropolitain.

[En ligne](#)



Gilli, Frédéric

Grand Paris : l'émergence d'une métropole

Paris : Presses de Sciences-Po, 2014. - 313 p. ; 18 x 11 cm. - (Nouveaux débats, 1773-8849)

Résumé : L'auteur retrace la transformation tout au long des années 2000 - jusqu'aux enjeux de 2013 - de Paris, grande ville historique devenue mégalopole, sous un angle à la fois politique, économique et social : schéma directeur, gouvernance, urbanisme de la périphérie, transports, etc.

711.409 443 6 GIL

Métropole du Grand Paris

→ [Histoire du Grand Paris](#)



Métropole de Lyon

Collectivité territoriale à statut particuliers [article L 3611-1](#) du CGCT

Havard, Léa

[article] La métropole collectivité territoriale de Lyon : évolution ou révolution ? / Léa Havard

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) , n° 9, 2017, 13 mars, p. 510-516

Le caractère révolutionnaire de la nouvelle collectivité doit être relativisé, dans la mesure où elle se présente comme une collectivité hybride empruntant aux institutions qu'elle absorbe.



Monjal, Pierre-Yves

La métropole : un objet extra-terrestre. Le tabou du territoire vu par un européeniste

in : Les tabous de la décentralisation / sous la dir. de Nicolas Kada

Paris : Berger-Levrault, 2015. - P. 197-213

352.283 TAB

Grand Lyon – La métropole

→ [Missions et compétences](#)

GRANDLYON
la métropole

Métropole de d'Aix-Marseille-Provence

Métropole de droit commun soumise à des dispositions spécifiques, [article L 5218-1](#) du CGCT



Convergences métropolitaines : Aix-Marseille-Provence / Mission interministérielle pour le projet métropolitain Aix-Marseille-Provence

Paris : La Documentation française, 2015. - 223 p. : illustrations en couleurs, cartes ; 25 x 16 cm.

Résumé : A l'occasion de la mise en place effective du regroupement des communes au sein de la métropole Aix-Marseille-Provence, les contributeurs reviennent sur les analyses partagées, les stratégies, les intentions et les projets formulés entre 2012 et 2015. Ils proposent que ces différentes démarches et expériences servent d'exemples pour faire de la métropole institutionnelle, une métropole vécue, un espace commun

711.409 449 1CON



La métropole par le projet : Aix-Marseille-Provence

Marseille : Éditions Parentheses, 2016. - 255 p. : illustrations en couleur, cartes ; 25 x 17 cm.

Résumé : Pour répondre aux résistances au projet de métropolisation d'Aix-Marseille-Provence (instituée en janvier 2016), une mission interministérielle a organisé une consultation afin de promouvoir les atouts de la métropole, vecteur de cohérence territoriale et d'optimisation des ressources. L'objectif était de donner des orientations possibles afin de répondre aux enjeux futurs en matière de mobilité, d'ouverture au monde, de gestion des ressources et des risques, et de valorisation des paysages. Trois équipes internationales ont pour ce faire été sélectionnées, avec pour directive d'élaborer, chacune, une vision à long terme de ce territoire ainsi que des projets concrets à valeur d'exemple. C'est ce panorama des visions et projets, ainsi que les enseignements de cette démarche innovante, que cet ouvrage propose de découvrir.

711.409 449 1MET

They, Laurent

[article] La métropole d'Aix-Marseille-Provence / Laurent They

in : Gestion & finances publiques : la revue , n° 1, 2016, janvier-février, p. 114-123

Contient : Les enjeux de la mise en place institutionnelle de la métropole d'Aix-Marseille-Provence / Etienne Brun-Rovet. Accompagnement de la métropole par la DRFIP et impact sur le réseau / Marc Colonnese

Résumé : La métropole d'Aix-Marseille-Provence a été créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 et de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM), avec date d'effet au 1er janvier 2016. Cette création implique un positionnement bien spécifique des services de l'Etat, coordonnés par une mission interministérielle.

Métropole Aix-Marseille Provence

→ [Les compétences](#)



3 Les compétences des collectivités territoriales

Compétences des collectivités territoriales et intérêt public local

in : JurisClasseur Collectivités territoriales, Fasc. 652, 2015.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Tableau de répartition des compétences

[En ligne](#)



Les compétences des collectivités territoriales à la croisée des chemins : quelles pistes pour demain ? : rapport d'information sur la clarification de la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales / fait par Antoine Lefèvre ; au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Paris : Sénat, 2011. - 44 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 283)

Annexes.

[En ligne](#)

352.14 COM

3.1 La libre administration

Libre administration des collectivités territoriales (principe de). Fiches d'orientation

Août 2016

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Auby, Jean-François

Le pouvoir réglementaire des autorités des collectivités locales

in : AJDA, septembre 1984, p. 468-477

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Bacoyannis, Constantin

Le principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales

Paris : Presses universitaires d'Aix-Marseille : Economica, 1993. - IX-319 p. : couv. ill. en coul. ; 24 cm. -

(Collection Droit public positif)

Bibliogr. p. 281-290. Index

352.14 BAC



Chavrier, Géraldine

Le pouvoir normatif local : enjeux et débats

Paris : LGDJ, 2011. - 182 p. ; 21 cm. - (Systèmes, 0987-9927. Collectivités locales)

Réflexions sur l'étendue du pouvoir normatif local, et notamment sur la possibilité juridique d'un accroissement du pouvoir local dans le domaine législatif et dans le domaine réglementaire.

342.44 CHA

Chicot, Pierre-Yves

[article] Le principe de libre administration des collectivités territoriales : la déconcentration contre la décentralisation ?

in : Revue Lamy des collectivités territoriales, n° 102, 2014, Juin, p. 53-58

Cet article aborde l'ancrage constitutionnel et les racines sociales du principe de libre administration des collectivités territoriales, du point de vue juridique. Il pose la question et propose une réflexion sur la libre administration en tant que liberté fondamentale.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Faure, Bertrand

[article] Le conseil d'Etat et le pouvoir réglementaire des collectivités territoriales

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) , n° 39, 2013, 18 novembre, p. 2240-2246

Nombre de juristes se réjouiront à propos du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales : problème de pure compétence normative mais qui, en ce qu'il touche aussi à la décentralisation et au pouvoir local, apparaît susceptible de concerner le plus grand nombre. Telle est la controverse ouverte par la doctrine dans les années 1980, relancée par les jurisprudences constitutionnelles et administratives depuis, et clôturée avec l'avis rendu le 15 novembre 2012 par le Conseil d'Etat ; clôture qui n'est sans doute que provisoire.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Laisser respirer les territoires : les conclusions de la mission de contrôle et de suivi de la mise en oeuvre des dernières lois de réforme territoriale : rapport d'information / Mathieu Darnaud, René Vandierendonck, Pierre-Yves Collombat, Michel Mercier ; fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale sur la mission de suivi et de contrôle des dernières lois de réforme des collectivités territoriales

Paris : Sénat, 2017. - 103 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 485)

Comporte trois parties : Le renforcement des régions et des intercommunalités; les capacités d'adaptation des départements et des communes aux nouvelles contingences locales ; et les services de l'Etat, une carte bouleversée, un équilibre à trouver.

[En ligne](#)

Verpeaux, Michel

Pavane pour une notion défunte – La clause de compétence générale

in : RFDA 2014, p. 457-466

La loi de 2014 est le premier texte législatif à avoir utilisé l'expression de « clause de compétence générale » qui, jusqu'alors, n'était que doctrinale, car ne figurant ni dans le texte constitutionnel ni dans une disposition législative. La loi n° 2010-1563 de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 s'était bien gardée de l'employer, notamment pour ne pas dire qu'elle entendait la supprimer (v. art. 73 de cette loiNote de bas de page(5)).

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



3.2 Le contrôle de l'État

Janicot, Laetitia

La tutelle de l'Etat sur les collectivités territoriales : trente ans après la loi du 2 mars 1982

in : AJDA, 2012, p. 753-758

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Lafargue, Frédéric

Le contrôle des actes budgétaires des collectivités territoriales

in : Mélanges en l'honneur de Jean-Claude Douence

Paris : Dalloz, 2006. - P. 287-300

340.52 PRO

Pondaven, Philippe

ENA – Centre de documentation – Bibliographie – Juillet 2017



Contrôle de légalité et contrôle budgétaire : les droits et libertés des collectivités locales

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2015. - 1 vol. ; 30 cm

Publications à feuillets mobiles avec mises à jour

Contient : Régime général des actes des autorités locales. Le régime des actes budgétaires des autorités locales. Les organes du contrôle administratif et budgétaire : leurs rôles respectifs. Les régimes des actes administratifs et budgétaires des services autonomes rattachés aux collectivités territoriales. Fiches techniques.

US 342.09 PON

3.3 Les compétences communales

Le conseil municipal peut intervenir dans le cadre de la clause générale de compétences fixée à l'article [L.2121-29](#) du CGCT

[article] Le maire : dossier

in : Pouvoirs, n° 148, 2014, p. 5-195

Contient : Les fondements administratifs d'un pouvoir politique / Hugues Portelli. Le maire au XXe siècle, ou l'ascension d'une figure "sympathique" et "intouchable" de la République / Emmanuel Bellanger. Le maire, un financier pas comme les autres / Philippe Valletoux. Le maire et les paris (risqués) de l'action publique / Stéphane Cadiou. L'intercommunalité : menace ou atout ? / Alain Richard. Le lobby des maires / Haude d'Harcourt. Les contrôles sur le maire : mythes et réalités / Michel Verpeaux. Le maire et ses partenaires : du schéma centre-périphérie à la gouvernance multi-niveaux / Gilles Pinson. Le maire et le journaliste : je t'aime moi non plus / Paul Goupil. Le profil social des maires de France / Michel Koebel.



Marillia, Georges-Daniel

Les pouvoirs du maire

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2014. - 490 p. ; 24 cm. - (Les indispensables)

Bibliogr. p. 465. Index.

Le maire, à la fois représentant de l'Etat dans la commune et chef de l'administration communale, possède à ce titre des compétences diverses, qui concernent des domaines extrêmement différents : état civil, élections, finances locales, police judiciaire et administrative, urbanisme... Cet ouvrage décrit précisément l'ensemble des pouvoirs qui lui sont confiés, ainsi que les moyens d'action mis à sa disposition et l'étendue des responsabilités qui lui incombent. Cette édition tient compte des textes les plus récents jusqu'à la loi du 27 janvier 2014.

352.16 MAR

3.4 Les compétences départementales

Le conseil départemental ne détient plus de la clause générale de compétence. L'article [L.3211-1](#) du CGCT le désigne « chef de file » en matière d'aide sociale, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires.

Chicot, Pierre-Yves

[article] Le transfert de la compétence départementale portuaire

in : Pouvoirs locaux, n° 109, 2017, février, p. 129-137

Etude de la décentralisation portuaire via le régime juridique législatif et le régime juridique réglementaire.

Donier, Virginie

Les départements et les compétences sociales

in : RFDA 2016, p. 474-480

La loi NOTRe a conforté l'échelon départemental dans la mise en œuvre des compétences afférentes à la solidarité.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



3.5 Les compétences régionales

Le conseil régional ne détient plus de la clause générale de compétence. L'article [L4221-1](#) du CGCT indique sa compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région, le soutien à l'accès au logement et à l'amélioration de l'habitat, le soutien à la politique de la ville et à la rénovation urbaine et le soutien aux politiques d'éducation et l'aménagement et l'égalité de ses territoires, ...

Janicot, Laetitia

Le pouvoir normatif des régions

in : RFDA 2016, . 664-670

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Les politiques régionales en France

Paris : La Découverte, 2011. - 324 p. ; 24 x 16 cm. - (Recherches. Territoires du politique)

Bibliogr. p. 301-324

Bilan des politiques régionales en France à l'heure où après 30 années de décentralisation, se profile une nouvelle réforme. Retracer l'évolution du rôle des collectivités dans le champ de l'action publique, l'influence du politique dans la prise de décision, leur importance acquise au fil des années au point de déborder les marges de leurs compétences locales.

352.14 POL

Crespy Cécile

Gouvernance de la recherche et compétitivité des régions : quel rôle pour l'action publique territoriale ?

in: Politiques et management public, vol. 25, n° 2, 2007. pp. 23-44.

[En ligne](#)

Idoux, Pascale

Les régions et le développement économique

in : RFDA 2016. 467-474

Le renforcement des compétences régionales voulu par le législateur se traduit par l'affirmation de la vocation stratégique de l'échelon régional ainsi que par la consolidation de ses principaux leviers d'intervention en matière économique.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Pasquier, Romain

Le pouvoir régional : mobilisations, décentralisation et gouvernance en France

Paris : Presses de Sciences-Po, 2012. - 379 p. ; 19 x 13 cm. - (Collection académique, 1771-673X.

Gouvernances)

Bibliogr. p. 342-373. Index.

Panorama des différents mécanismes d'institutionnalisation de l'espace régional en France depuis la fin du XIXe siècle.

352.14 PAS

Rougé-Guichard, Sandra

[article] Logique fiscale de la suppression de la clause de compétence générale des régions

in : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales , n° 3, 2016, 25 janvier, p.16-22

La légitimité de la fiscalité directe locale est interrogée par la suppression de la clause de compétence générale.

Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII)

Exemple GrandEst : <http://www.grandest.fr/srdeii/>

Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)

Exemple GrandEst :

<http://www.grandest.fr/sraddet/>

4 Les finances des collectivités territoriales

Jaune budgétaire 2017 [Transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales](#)

Documents budgétaires

Commune : [instruction budgétaire et comptable M14 au 1er janvier 2017](#)

Département : [instruction budgétaire et comptable M52 au 1er janvier 2017](#)

Région : [instruction budgétaire et comptable M71 au 1er janvier 2017](#)



France. Cour des comptes

Les finances publiques locales : rapport sur la situation financière et la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

Paris : La Documentation française, 2016. - 439 p. ; 30 cm.

Résumé : Il s'agit du quatrième rapport de la Cour des comptes relatif aux finances publiques locales, et le premier au titre de l'article L 132-7 du code des juridictions financières, introduit par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

[En ligne](#)

336.014 FIN



Les ressources des collectivités locales : fiscalité et dotations d'Etat

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2005. - 2 vol. ; 30 cm

Publications à feuillets mobiles avec mises à jour

Index

US 342.09 RES



Gestion et finances des collectivités territoriales

Paris : Lamy, 2001. - 2 vol. ; 28 cm

Ouvrage à mises à jour. Comprend : Tome 1, Les mutations des collectivités locales, Budgets locaux et comptabilité, Les ressources. Tome 2, Les dépenses, Partenariat et interventions économiques

US 336.014 GES

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Etudes sur les finances locales

Banque postale

[En ligne](#)

[article] L'autonomie financière des collectivités territoriales : [dossier]

in : Gestion & finances publiques : la revue , n°2, 2017, mars-avril, p. 5-63

Notes dissém. Tableaux

Contient : La conception de l'autonomie financière locale, quel contenu ? Quelle effectivité ? / Eric Oliva. L'autonomie des collectivités territoriales en question : réflexions sur sa remise en cause / Ludovic Ayrault. Les compensations des transferts de compétences / Jean-Luc Albert.

Appréhender la dépense locale autrement

Trois approches de la dépense publique locale : comptable, fonctionnelle, économique

in : Accès Territoires, n° 4. - 11 p.

[En ligne](#)

[article] Fiscalité locale : quels enjeux ? : [dossier]

in : Revue française de finances publiques , n° 131, 2015, septembre, p. 1-95

Notes dissém.

Contient : Introduction. Fiscalité locale : perspectives d'évolution / Xavier Cabannes et Bernard Poujade. Libre administration des collectivités territoriales et pouvoir fiscal local / X. Cabannes. La taxe professionnelle, un impôt imbécile, la CET, un impôt intelligent ? / Betty Toulemont. La prise en compte du niveau des revenus dans le calcul des impôts locaux : une question qui fâche ? / Mathieu Conan. La mise à jour des valeurs locatives, quels impacts ? / Julien Martin. Le poids de la fiscalité locale vu par les chambres régionales des comptes / Virginie Pradeilles.



DGF : agir aujourd'hui pour réformer demain : rapport d'information sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal / par Charles Guené et Claude Raynal ; fait au nom de la commission des finances

Paris : Sénat, 2016. - 117 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 731)

336.014 DGF

[En ligne](#)



Pires Beaune, Christine

Pour une dotation globale de fonctionnement équitable et transparente : osons la réforme : rapport établi par / Christine Pires Beaune et Jean Germain ; avec l'appui de Hélène Martin et Clémence Olsina. - 15 juillet 2015

[S.l.] : [s.n.], 2015. - 159 p. ; 30 cm

La dotation de fonctionnement (DGF) s'élève à 36,6 milliards d'euros en 2015. Elle est répartie entre les régions, les départements et les communes et groupements intercommunaux. Cette dotation représente à elle seule plus de 68 % des concours financiers qui sont versés par l'Etat aux collectivités territoriales et 20 % en moyenne de leurs recettes réelles de fonctionnement. Mais telle qu'elle fonctionne et est répartie aujourd'hui, elle ne satisfait pas les collectivités quel que soit l'échelon concerné. C'est pourquoi il paraît nécessaire de la faire évoluer.

336.014 PIR

[En ligne](#)



Houser, Matthieu

Le droit de la péréquation financière : fondement et pratique

Paris : L'Harmattan, 2015. - 273 p. : illustrations en noir et blanc, cartes ; 22 x 14 cm. - (Grale)

Bibliogr. p. 253

Présentation d'une nouvelle approche de la péréquation qui interroge le cadre théorique existant. Cette recherche étudie également les institutions et le droit applicable à la péréquation et constitue une base de réflexion pour les réformes à venir, notamment celle de la dotation globale de fonctionnement annoncée pour 2016

336.014 HOU

Klopfer, Michel

[article] Collectivités locales : faut-il réformer la dotation globale de fonctionnement (DGF) ?

in : Gestion & finances publiques : la revue, n°1, 2017, janvier-février, p. 29-35

L'article revient sur l'histoire de la formation de la Dotation globale de fonctionnement (DGF) créée en 1979, son architecture actuelle et présente le projet de réforme de 2015, finalement ajourné.



Tartour, Laurence

L'autonomie financière des collectivités territoriales en droit français

Paris : LGDJ, 2012. - XVIII-413 p. ; 24 x 16 cm. - (Bibliothèque finances publiques et fiscalité ; tome 55)

Bibliogr. p. 373-397. Index.

Une approche nouvelle de l'autonomie financière qui s'intègre à la dynamique de rationalisation du système financier public.

336.014 TAR

[article] Trente ans de décentralisation financière : Bilan et perspectives [dossier] / [sous la dir. de] Michel Bouvier

in : Revue française de finances publiques, n° 119, 2012, septembre, p. 3-143

Contient : L'autonomie financière locale à travers les crises / Michel Bouvier. L'allègement du contrôle financier administratif / Marguerite Canedo-Paris. Bilan et enjeux de trente ans de décentralisation en matière d'emprunts locaux / Emilie Moysan. L'intercommunalité, source de marges de manoeuvre financière / Laurence Tartour. Les principes de la libre administration et d'autonomie financière / Eric Oliva. La pénalisation de la vie financière locale / Philippe Luppi. De la transparence des engagements financiers externes au pilotage des satellites locaux / Eric Portal. La comptabilité publique locale. Quelles transformations ? Quels enjeux ? / Sébastien Jeannard. La certification des comptes des collectivités territoriales / Monique Doreau-Tranquard. 1982-2012 : quelles grandes évolutions de la fiscalité locale ? / Marie-Christine Esclassan. Les collectivités territoriales et la maîtrise des dépenses publiques / Loïc Levoyer.

CEDEF

[Où trouver les chiffres clés des budgets des collectivités locales ?](#)

CEDEF | CENTRE DE DOCUMENTATION ECONOMIE-FINANCES

5 La fonction publique territoriale

[Loi n° 84-53](#) du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

CNFPT

[Répertoire des métiers](#)



Fonction publique territoriale

Paris : LexisNexis : Litec, 19XX. - 4 vol. ; 25 cm

Index.

Publication à feuillets mobiles. Mise à jour permanente

US 342.068 DRO

Le Lamy Fonction publique territoriale

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



[article] L'acte 3 de la décentralisation : une opportunité pour la fonction publique territoriale ? : [dossier]

in : Cahiers administratifs et politistes du Ponant , n° 21, 2013, 54 p.

Contient : Nouvelle décentralisation - quelles valeurs pour le service public local ? / Jacques Fialaire. Les valeurs du service public local - un enjeu renouvelé ? / Martine Long. La fonction publique territoriale, fille (émancipée ?) de la décentralisation / Emmanuel Aubin.



Biland, Emilie

La fonction publique territoriale

Paris : La Découverte, 2012. - 125 p. ; 20 x 13 cm. - (Repères, 0993-7625. Sciences politiques-Droit ; 589)

Bibliogr. p. 111-122

La fonction publique territoriale est au coeur des rapports de forces entre les différents échelons institutionnels de la France depuis la III^e République, tout en prenant part aux mutations contemporaines du marché du travail. Cet ouvrage conjugue les apports de la sociologie du travail et de l'emploi et ceux de la sociologie politique des administrations.

352.632 14 BIL



Kada, Nicolas

Entre dogmes et tabous : la fonction publique territoriale

in : Les tabous de la décentralisation

Paris : Berger-Levrault, 2015. - P. 305-313

352.283 TAB



Lachaume, Jean-François

La fonction publique territoriale est-elle une « sous-fonction publique » ?

in : La profondeur du droit local : mélanges en l'honneur de Jean-Claude Douence

Paris : Dalloz, 2006, p. 267-286



Lemmet, Jean-François

Le statut des agents territoriaux : fonctionnaires et non-fonctionnaires

Paris : LGDJ, 2015. - 238 p. : illustrations en noir et blanc ; 21 cm. - (Systèmes, 0987-9927. Pratique)

Bibliogr. 1 p. Index.

Une synthèse sur le statut des agents territoriaux. Après un rappel sur les origines de la fonction publique, l'ouvrage fait le point sur les organismes paritaires, les droits et obligations du fonctionnaire, les modalités de recrutement, les positions statutaires, les congés, la rémunération, la notation, la formation et l'évolution professionnelle, le régime disciplinaire et la responsabilité.

352.632 14 LEM



Rapport annuel sur l'état de la fonction publique

[En ligne](#)



Rapport HoRHizons 2016

Tendances de l'emploi territorial et politiques RH des collectivités et des intercommunalités
Enquête CSA pour l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), la Fédération nationale des Centres de gestion de la fonction publique territoriale (FNCDG), l'Assemblée des Départements de France (ADF) et Régions de France, avec la participation du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT)
11 p.

[En ligne](#)



Trente ans de la fonction publique territoriale : contradictions et adaptations : actes du colloque organisé au Palais du Luxembourg le 31 janvier 2014 / par le Groupement de recherches sur l'administration locale en Europe (GRALE) et le Centre national de la fonction publique territoriale ; sous la direction de Gérard Marcou et Jacques Fialaire

Paris : L'Harmattan, 2014. - 239 p. ; 22 x 14 cm. - (GrALE)

Ces contributions retracent l'évolution de la fonction publique territoriale à l'occasion du trentième anniversaire de la loi du 26 janvier 1984 qui lui a apporté ses dispositions statutaires et définit son unité. Ce cadre est-il adapté dans le contexte actuel de la diversité des métiers qu'elle regroupe et dans la multiplication des missions des collectivités locales ?

352.632 14 TRE

6 L'action extérieure des collectivités territoriales

L'[article L1115-1](#) du CGCT autorise la coopération internationale des collectivités territoriales.

Action extérieure des collectivités territoriales

Août 2016

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Combeau, Pascal

Action extérieure des collectivités territoriales

in : JurisClasseur Collectivités territoriales, fascicule 60, 2016.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Aurez, Vincent

Coopération décentralisée et intercommunalités / Vincent Aurez ; Commission nationale de la coopération décentralisée

Paris : Ministère des affaires étrangères, 2012. - 36 p.

[En ligne](#)

Barella, Xavier

[article] La coopération décentralisée à la recherche d'une sécurité juridique renforcée

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) , n° 29, 2008, 8 septembre, p. 1580-1587

Un temps oubliée par les pouvoirs publics, la coopération décentralisée a fait l'objet d'une attention législative particulière et a évolué. Malgré la crainte de l'Etat de voir les collectivités territoriales le concurrencer dans l'exercice de ses compétences, l'action internationale des collectivités territoriales s'est développée et le législateur a contribué

à leur fournir un cadre juridique sécurisé. Désormais, il faudrait une reconnaissance par le droit français de la coopération entre collectivités territoriales et Etats étrangers qui permettrait d'ouvrir la coopération vers de nouvelles formes de relations.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



[article] Actes du colloque : la coopération décentralisée : vingt ans après (organisé le 26 janvier 2012 à l'Université Toulouse 1 Capitole)

in : Revue générale des collectivités territoriales , n° 53, 2013, septembre, p. 3-79

Contient : Propos introductifs / Serge Regourd. Compétence internationale locale et théorie de l'Etat, Pierre-Yves Chicot. L'Union européenne et le Conseil de l'Europe / Xavier Barella. Coopération décentralisée et intérêt public local / Didier Guignard. L'ambivalence transnationale des conventions de coopération décentralisée / Pascal Combeau. Coopération décentralisée et action humanitaire / Saïde Hamdouni. La nouvelle donne mondiale, un effet levier pour la coopération décentralisée / Joseph Carles. Les conseils économiques sociaux et environnementaux régionaux (CESER) et l'enjeu de la coopération décentralisée / Marie de Cazals. Vingt ans de loi ATR ou deux décennies de non-dits / Nicolas Kada.



Budoc, Rémy-Louis

Les outre-mer et l'international : quelle place dans le monde globalisé ?

Paris : Publisud, 2013. - 269 p. ; 23 x 15 cm. - (Le développement dans les faits, 0985-4657)

Synthèse sur les relations entretenues à l'international par les collectivités et départements d'outre-mer, et l'intégration de ces possessions françaises dans l'économie mondialisée. L'auteur replace ces territoires dans les zones économiques d'influence. Il examine la mise en oeuvre des politiques de coopération, puis diagnostique plusieurs perspectives de croissance.

352.15 BUD

Chicot, Pierre-Yves

[article] Le droit français de l'action internationale locale : une analyse prospective

in : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales , n° 30, 2013, 22 juillet, p. 30-38

77 notes bibliogr.

Résumé : La coopération décentralisée illustre en matière de relations internationales l'évolution décentralisatrice de la gestion des politiques publiques. Peut-on parler de diplomatie infra-étatique, et relations internationales locales en droit français et paradiplomatie sont-elles compatibles ? S'appuyant sur le rapport Laignel , l'article aborde le rôle supplétif et contributeur des collectivités locales à la mise en oeuvre d'une politique diplomatique française plus efficace.



Fischer Bénédicte. Torrisi Moris Céline

L'action internationale des collectivités territoriales au secours d'un Etat à bout ?

in : *Les tabous de la décentralisation / sous la dir. de Nicolas Kada*

Paris : Berger-Levrault, 2015. - P. 214-327

352.283 TAB

Pasquier, Romain

[article] Quand le local rencontre le global : contours et enjeux de l'action internationale des collectivités territoriales

in : Revue française d'administration publique, n° 141, 2012, p. 167-182

L'action internationale des collectivités territoriales s'est considérablement accrue depuis les lois de décentralisation. Cette densification des relations internationales des grandes villes et des régions depuis deux décennies souligne aujourd'hui les changements d'échelle dans le gouvernement des territoires. En quelques décennies, l'action internationale est passée du registre de l'échange culturel à celui du marketing territorial et de la paradiplomatie. C'est pourquoi il est bien difficile de délimiter précisément l'action internationale des collectivités territoriales. Dans cet article, l'auteur cherche tout d'abord à prendre la mesure des grands paramètres de changement qui affectent l'action internationale des collectivités territoriales. Ensuite, face au foisonnement des initiatives, il tente d'établir une typologie des instruments d'action publique utilisés par les collectivités territoriales en matière d'internationalisation, avant d'évaluer les stratégies qu'elles poursuivent ou que leurs actions révèlent.

Viltard, Yves

Diplomatie des villes : collectivités territoriales et relations internationales

in : Politique étrangère, 2010/3, Automne, p. 593-604

Commission nationale de la coopération décentralisée



France Diplomatie

7 Éléments de comparaisons internationales

Pauliat, Hélène

Systemes institutionnels allemand, italien et espagnol : enjeux et défis des réformes territoriales

in : JurisClasseur Collectivités territoriales, fascicule 5

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



[article] L'autonomie financière des collectivités locales en Europe [dossier]

in : Revue française de finances publiques, n° 121, 2013, février, p. 3-166

Contient : L'intégration financière des collectivités locales versus recentralisation / Michel Bouvier. Quelle autonomie de gestion de la dette locale à long terme ? / Éléments d'analyse comparée en Europe / Eric Portal. L'autonomie fiscale des entités fédérées en Belgique / Benoît Bayenet, Marc Bourgeois et Maxime Uhoda. L'autonomie financière des collectivités locales en Europe / Edmond Hervé. Le partage des compétences financières entre les Etats et leurs collectivités territoriales dans les Constitutions des vingt-sept pays membres de l'Union européenne / Marie-Christine Steckel Assouere. La répartition des pouvoirs en Espagne entre l'Etat, les communautés autonomes et les autorités locales / Diego Marin-Barnuevo Fabo. Contraintes financières actuelles : obstacles incontournables ou opportunités de gestion ? / Thomas Rougier. L'autonomie de gestion des collectivités locales : à la recherche d'un outil nouveau / Charles Guéné. La société publique locale, nouvel instrument de gestion financière / Emilie Moysan. Quels crédits pour les collectivités locales ? / Pierre Sorbets. L'autonomie financière des collectivités à travers les travaux des chambres régionales des comptes (CRC) / Jean-Yves Bertucci. La fiabilité des comptes publics locaux / Frédéric Fievet. Quelles marges de manoeuvre dans la gestion des ressources humaines ? / Jean-François Lemmet. Quelle gestion du patrimoine dans les collectivités locales ? / Laurent Mazière



Cités et gouvernements locaux unis

La décentralisation et la démocratie locale dans le monde : premier rapport mondial 2008

Barcelone : Cités et gouvernements locaux unis, 2008. - 348 p. : illustrations en noir et blanc ; 30 x 21 cm

Bibliogr. p. 323-348.

Constitué en 2004, Cités et gouvernements locaux unis, installé à Barcelone, entend observer l'évolution de la décentralisation et de la démocratie locale. Ce rapport propose une analyse comparative de la situation des gouvernements locaux dans sept régions du monde. Trois grands thèmes : évolution des structures territoriales, capacités administratives, démocratie locale.

352.14 DEC



Cités et gouvernements locaux unis

Le financement des collectivités locales, les défis du 21e siècle : IIe rapport mondial : Gold II, 2010

Bruxelles : Bruylant, 2011. - 372 p. : illustrations en noir et blanc ; 30 x 21 cm. - (Droit international)

Bibliogr. p. 359-372

Analyse des systèmes de financement des collectivités locales dans une centaine de pays et dans les grandes métropoles. Le point sur les défis à relever face à l'accélération de l'urbanisation et à la crise financière de 2008 et des recommandations pour réformer les systèmes de financement locaux.

352.14 FIN

Dordevic, Sacha

[article] Un tour d'horizon des organisations territoriales en Europe

in : Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration, n° 288, 2009, avril, p. 31-33

Avant même que le Comité Balladur ne formule ses propositions pour réformer le système institutionnel et administratif français, l'Institut Thomas More, en partenariat avec l'agence Public Evaluation System, a publié une étude intitulée "Vers quelle réforme des collectivités territoriales en France", qui compare l'organisation territoriale de douze pays de l'Union européenne. L'auteur présente ici une synthèse de cette étude.

Maulin, Eric

La décentralisation du pouvoir normatif. Le pouvoir législatif des régions

in : AJCT 2014, p. 309-312

L'exemple de l'organisation du pouvoir normatif dans les États voisins de la France peut être une source d'inspiration pour développer un pouvoir législatif des régions, il implique que l'État redéfinisse ses propres missions et limite une partie de sa puissance normative et, dans certains domaines, accepte de n'édicter qu'un cadre normatif qui préserve l'autonomie des collectivités territoriales.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Quelle organisation pour les grandes régions en France et en Europe ? / sous la direction de Jean-Claude Némery

Paris : L'Harmattan, 2015. - 420 p. : illustrations en noir et blanc, cartes ; 24 x 16 cm. - (Grale)

Bibliogr. dissém.

Contributions à un colloque international de 2015 consacré aux réformes territoriales françaises, aux effets du découpage de la France en treize grandes régions sur l'action publique centrale et locale, et à des exemples étrangers de découpage administratif (Belgique, Italie, Royaume-Uni, Allemagne mais aussi au Québec ou encore en Turquie).

352.14 QUE



Union des dirigeants territoriaux de l'Europe

Statuts, compétences et responsabilités des dirigeants territoriaux en Europe : étude comparée

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2016. - 151 p. ; 24 x 16 cm. - (Au fil du débat, 2417-1689)

Bibliogr. p. 141-148.

Une étude comparée portant sur les dirigeants des administrations locales et régionales de 17 pays européens et leurs fonctions afin d'analyser les similitudes de leurs statuts et de leurs compétences. Les auteurs se penchent dans une première partie sur les modalités d'emploi des dirigeants territoriaux, les caractéristiques de leur carrière (évaluation, rémunération, mobilité, formation professionnelle). La deuxième partie se consacre à leur environnement professionnel : tout d'abord le champ d'intervention des dirigeants territoriaux (responsabilisation, compétences, délégation, rôle...), mais également leur rapport au politique (répartition des compétences avec l'exécutif élu, neutralité politique et relations de confiance avec les élus), et enfin la défense des intérêts des dirigeants territoriaux. Les 17 pays européens sur lesquels les études comparatives ont été faites sont les suivants : Allemagne, Belgique, Espagne, France, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Roumanie, République Tchèque.



Kada, Nicolas

Les collectivités territoriales dans l'Union européenne : vers une Europe décentralisée ?

Grenoble : PUG, 2010. - 190 p. ; 24 x 16 cm. - (Europa)

Bibliogr. p. 177-183. Sitographie.

Examen des formes territoriales d'organisation dans les 27 Etats-membres de l'Union européenne faisant émerger quelques grands modèles d'organisation administrative. L'auteur met en évidence et confronte différentes logiques en oeuvre (unitaire, décentralisatrice, fédéraliste) mises en place pour une plus grande cohérence économique et sociale et des illégalités moindres entre territoires.

352.140 94 KAD



Régionalisme italien et régionalisme français : aspect constitutionnels, administratifs et fiscaux : actes des rencontres internationales Université de Naples Federico II-Université

ENA – Centre de documentation – Bibliographie – Juillet 2017

Paris I-Panthéon-Sorbonne, tenues à Paris le 14 juin 2011 (Ecole doctorale de droit public et de droit fiscal) / sous la direction d'Alberto Lucarelli et Michel Verpeaux

Paris : L'Harmattan, 2012. - 216 p. ; 22 x 14 cm. - (Logiques juridiques, 1159-375X)

Notes dissém.

Contributions sur les différences entre le régionalisme italien et le régionalisme français. Le régionalisme italien donne aux régions des pouvoirs législatifs et fiscaux importants, tandis que les régions françaises restent des collectivités décentralisées.

352.14 REG



L'Union européenne et l'autonomie locale et régionale / douzièmes Journées Jean Monnet, Université de Lorraine et Maison de Robert Schuman, 17 et 18 octobre 2011 ; sous la direction de Laurence Potvin-Solis

Bruxelles : Bruylant, 2015. - 395 p. ; 24 x 16 cm. - (Colloques Jean Monnet)

Bibliogr. dissém. Index.

Ces contributions étudient l'autonomie locale et régionale inscrite dans les traités comme composante de l'identité nationale des Etats, du principe de subsidiarité ou de la diversité et de la cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne

352.14094 UNI

COST – Local Public Sector Reforms : An International Comparison (ISCH COST Action IS1207)

